

# LES ÉTATS (INUTILEMENT) GÉNÉREUX DE LA PRESSE ÉCRITE

LE 22 NOVEMBRE 2010 VINCENT TRUFFY

Deux rapports soulignent que les larges subventions accordées par l'État aux éditeurs de journaux n'ont pas été utilisées à bon escient.

Deux ans après les états généraux de la presse écrite, des députés constatent que les éditeurs de journaux se sont, le plus souvent, contentés d'aller à la pêche aux subventions sans remettre en question leur fonctionnement. Le rapport et les avis qu'ils ont examiné dans le cadre de l'élaboration du budget 2011 parle de « fiasco », d'« effet d'aubaine » et parfois de « scandale ».

Le député socialiste Michel Françaix, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles sur le ciblage des aides, accumule ainsi les exemples :

« Au titre de l'aide au transport postal, huit magazines de télévision obtiennent 53 millions d'euros, c'est-à-dire plus que toutes les aides à la modernisation de la presse quotidienne, et quatre titres de presse de télévision obtiennent même une aide au transport postal supérieure à toute la presse quotidienne nationale. »

« L'aide au portage est passée de 8 millions à 70 millions sans que les ventes aient augmenté d'un seul numéro. »

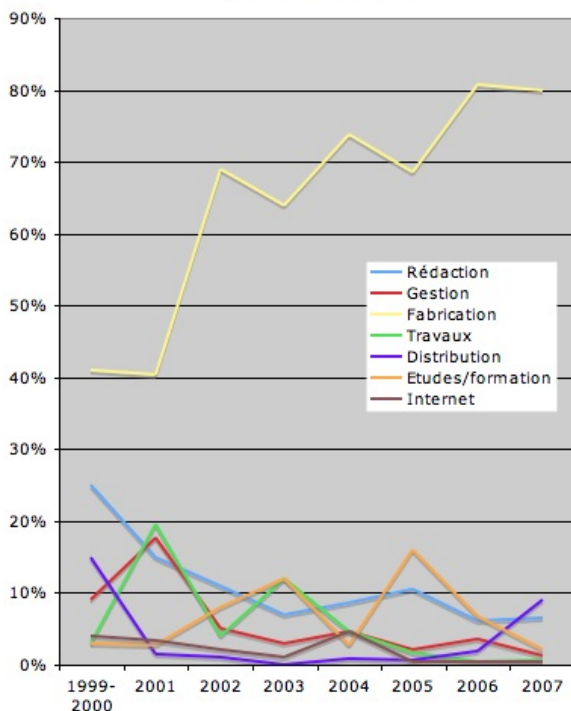
« La presse régionale a reçu 72 % du montant de l'enveloppe sans avoir procédé à aucune mutualisation du portage. »

« L'aide à la presse en ligne a été insuffisamment ciblée. L'absence de réflexion préalable s'est traduite par un saupoudrage peu incitatif en termes d'innovation et de diversification. »

« En 2010, sur une enveloppe de 20 millions d'euros [d'aide au développement des sites web d'information], seuls 15,5 millions ont été utilisés. Les pure players n'en ont reçu que 6 %. Cette aide a été caractérisée par une certaine opacité, un manque réel de transparence. »

« Les 8,5 millions d'euros spécifiquement consacrés aux projets destinés à favoriser le développement de la lecture de la presse par les jeunes n'ont donné lieu à aucune évaluation. Tout laisse à penser que ce fut un effet d'aubaine pour les parents, qui ont choisi le titre qu'ils voulaient, sans que cela augmente la diffusion de la presse à destination des jeunes. »

Les aides accordées par nature d'investissement  
Commission de contrôle du FDM



Le phénomène n'est pas neuf : comme on a déjà eu l'occasion de le montrer **ici**, lorsque l'État offre de l'argent à la presse pour se « moderniser » celle-ci le consacre très majoritairement – de façon croissante – à rénover ses imprimeries. La fabrication

représentaient en 2006 et 2007 quelque 80% des sommes allouées par le fonds de modernisation quand le développement du numérique restait sous le seuil de 1% !

#### **Le rapport de Michel Françaix**

Le rapporteur spécial du budget, le député UMP Patrice Martin-Lalande, note que *« depuis 2009 et à la suite des états généraux de la presse écrite, (...) les pouvoirs publics ont parfaitement respecté leurs engagements. En revanche, il n'est pas certain que les professionnels du secteur aient profité de cet effort exceptionnel pour mettre en œuvre les réformes fondamentales dictées par les bouleversements économiques, techniques et technologiques auxquels celui-ci doit faire face. (...) Eu égard au soutien public massif dont il bénéficie, le secteur a une obligation de résultats et c'est avant tout aux professionnels qui le composent qu'il revient de prendre leurs responsabilités afin de faire émerger un modèle de long terme. »*

Et pour être tout à fait clair, il ajoute qu'*« il devient chaque jour plus évident que la mutation numérique est non seulement une nécessité mais une chance pour la presse.»*

## Le rapport de Patrice Martin-Lalande

Car 2011 est la dernière année budgétaire pour l'aide exceptionnelle (464 millions cette année) décidée lors des états généraux de la presse écrite et, dans un contexte de restriction budgétaire, les éditeurs craignent une disparition de subventions qui, faute de leur avoir permis de changer de modèle, ont payé leur fonctionnement courant. « *L'idée de mettre fin à cet excès de sollicitude progresse régulièrement jusqu'à mettre en danger les montants prévus pour l'année 2011* », s'alarme le directeur de *Libération*, **Laurent Joffrin** qui prie la profession de « *s'appuyer sur [le rapport Cardoso] pour écarter tout risque de remise en cause de l'effort public en sa faveur.* »

Comme en écho, Michel Françaix plaide : « *L'occasion manquée de états généraux ne doit pas avoir pour effet de supprimer l'aide à la presse, certains en rêvent peut-être du côté de l'Élysée, mais ce serait la pire des choses. Il convient de la recentrer sur les titres qui en ont le plus besoin, ceux de la presse citoyenne qui garantissent le pluralisme. Or, ils ne bénéficient que de 30 % de l'aide du contribuable.* »

—

Billet initialement publié sur **Le bac à sable** sous le titre "Les états généraux de la presse écrite"

Image CC Flickr **mudricky**

Pour compléter :

**Jouez à la notre application Le Juste pris** : devinez le montant de la subvention accordée à seize projets par le Fonds d'aide à la modernisation de la presse

**"Subventions à la presse: l'heure des fuites ?"**

**"Subventions à la presse: dix ans sans contrôle strict"**

**"Le rapport Cardoso en 5 visualisations"**

### M35

le 22 novembre 2010 - 11:59 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

*J'aimerais signaler que les conditions d'attributions des aides favorisent très largement les structures qui fonctionnent déjà. En effet, il faut être une entreprise de presse, employant déjà des journalistes ayant la carte de presse. En résumé, on aide la presse papier à passer au numérique.*

*Pour les pure players dont je fais partie, avec 10 ans de longévité, 20 000 VU, 2000 articles disponibles (interviews, articles, chroniques, news) mais un modèle économique quasiment impossible à mettre en place pour des raisons diverses, il est impossible d'accéder à ces aides.*

*Pour avoir assisté à la journée de la presse en ligne organisée en octobre dernier par le spii, les modèles économiques sont loin d'exister et de fonctionner, nombres de magazine en ligne ont du sortir une version papier et diversifier leurs activités (formation, services, etc.). Les tarifs proposés par les régies publicitaires en ligne sont ridicules comparés au tarifs de la presse par exemple.*

*A suivre donc...*

A-Marie

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### RÉGIS

le 22 novembre 2010 - 19:42 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Sur les 6% aux pure players : à manier avec précaution. 2009 est la première année d'ouverture du fond aux pure players. Le temps pour les pure player de s'inscrire auprès de la CPPAP, puis de monter des dossiers d'aide, et 2010 n'a sans doute pas permis de « faire le plein » pour les pure-players. En outre, il faudrait savoir quel est le taux de réalisation des demandes, c'est-à-dire : quel est le montant des subventions présentées par les PP / montant des subventions présentées au global, et montant des subventions accordées aux PP / montant des subventions accordées au global.*

Si l'on fait le rapport « aides aux Services en ligne / aides directes totales », le % des PP tombe à 3,2% (20M€/624M€) et si on enlève les 5 M€ qui n'ont pas été dépensés 2009, on tombe alors à 2,5%.

Au passage : sauf erreur de ma part, le FSEL devait bénéficier de 4M€ supplémentaires qui n'avaient pas été dépensés avant 2008. En 2009, 15M€ ont été engagés alors que le FSEL était doté de 20M€. Ces 9 M€ se sont évaporés. Et, pour reprendre les propos de Michel Françaix : « Le montant total des aides demandées pour 2010 s'élève à 48,4 millions d'euros pour 126 projets (...) Pour 2011, dernière année d'existence du dispositif, le nombre de projets présentés est estimé à 190 » (pour un budget annuel de 20M€ env. , rappelons-le)

@A-Marie : il est vrai que les mécanismes actuels d'aide constituent souvent une barrière à l'entrée (problématique de la part d'un Etat qui est supposé empêcher de telles barrières). C'est très clairement le cas des aides au portage passées de 8 à 70 millions sans qu'un quelconque nouveau réseau de portage n'ait été créé (cette aide s'est transformée en une aide au fonctionnement des réseaux existants). Cela me paraît moins être le cas pour le FSEL, dès lors que les pure players y sont admis depuis 2009. Selon moi, la question est plutôt de savoir si 1. s'il ne devrait pas y avoir des conditions adaptées pour les jeunes/petites entreprises (pure players ou pas) ; et 2. si les aides directes sont le meilleur moyen d'aider ces j/p entreprises...A suivre.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### VINCENT TRUFFY

le 23 novembre 2010 - 10:25 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@regis

Vous avez raison: la proportion de 6% devrait en toute logique être un plancher. D'abord parce que demander des subventions requiert une véritable compétence (dont la vieille presse dispose), qu'il y a évidemment une présomption de bonne foi, de professionnalisme, etc. pour les acteurs établis (et parallèlement un soupçon envers les inconnus), ... Je pense que c'est précisément ce que regrette l'avis de M. Françaix: l'Etat aide un secteur qui en a certes besoin mais qui n'est pas en mesure d'inventer de nouvelles formes, alors que les nouveaux venus qui n'ont pas à gérer un passé/un passif.

Ceci étant dit, le SPEL n'a pas attribué (encore moins versé) l'ensemble des fonds disponibles pour de multiples autres raisons (les journaux qui présentent des demandes pour l'ensemble de leurs sous-marques pour contourner le plafonnement, ceux qui présentent des dépenses de fonctionnement et non de développement, ceux qui ont proposé des factures gonflées rabotées par le SPEL, etc.)

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### CORNEAU

le 24 novembre 2010 - 16:21 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

Vérifiez vos sources et vos chiffres avant de raconter n'importe quoi !

Les aides au portage ont permis d'augmenter le volume que ce soit pour la PQR ou la PQN (sources OJD)

Et de plus en plus de quotidiens régionaux (Ouest France, Dépêche, NRCO, Midi Libre, Voix du Nord, Alsace...) proposent des prestations de portage à la PQN.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### VINCENT TRUFFY

le 24 novembre 2010 - 17:49 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



@corneau

Prenons quelques exemples tirés de l'OJD:

Le Monde diffusion France payée 2008: 300.485 ex.; 2009: 288.049

Le Figaro 2008: 319.943 ; 2009: 314.316

Libération 2008: 128.331; 2009: 111.584

Le Parisien/Aujourd'hui 2008: 512.495; 2009: 488.553

Ouest-France 2008: 772.115; 2009: 762.233

La Voix du Nord 2008: 281.332; 2009: 273.999

Sud Ouest 2008: 311.435; 2009: 308.572.

*Vous pouvez me préciser quels titres ont vu leurs ventes se développer à la suite des états généraux de la presse écrite?*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## RÉGIS

le 24 novembre 2010 - 23:52 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*@vincent23 novembre : mon propos était de souligner que les fonds non dépensés en 2009 auraient pu être transférés sur 2010, et non de contester la légitimité des décisions de la Commission SPEL de ne pas consommer l'intégralité de la ligne budgétaire. c'est même plutôt rassurant sur la qualité du travail de la Commission, et , comme vous le dites bien, inquiétant sur la capacité des acteurs traditionnels "à inventer de nouvelles formes". Il semble que ce soit l'inverse en 2010 et 2011 (le fonds risque de ne pas pouvoir satisfaire toute les demandes même une fois passées au filtre de la Commission...*

*@corneau et vincent 24 novembre : même si la diffusion de ces titres avait été en hausse, il faudrait encore démontrer que cette hausse est due aux aides portage. Mais surtout, mon point ici était de dire que cette aide n'a pas permis la création de nouveaux réseaux de portage, cf les rapports Cardoso et Françaix, ce qui d'ailleurs peut être observé par tout le monde sur le marché (les réseaux existant étant principalement PQR). C'était pourtant l'objectif (avec la création de nouveaux emplois).*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## 4 pings

L'Observatoire des médias » Presse écrite : en 2011, suite de la chronique d'une mort annoncée ? le 22 janvier 2011 - 9:44

*[...] suite aux états généraux de la presse en 2008, qui est fait pour rassurer. Cette année, selon Owni, le secteur devrait de nouveau toucher 464 millions d'euros de la part de l'Etat. Un vrai [...]*

De la nature des avantages le 11 avril 2011 - 19:15

*[...] sera un premier pas vers la formation de citoyens responsables. Crédit photos : Energine, Le Post, OwniBillets sur le même sujetEtat d'urgence sur la consommation électrique des ordinateursBaisse [...]*

Peut-on vraiment vendre de la production culturelle ? | Le blog de MonArtiste  
Peut-on vraiment vendre de la production culturelle ? | analyse les nouvelles pistes de financement le 11 novembre 2011 - 10:53

*[...] pas de voir son chiffre d'affaires diminuer et se retrouve de plus en plus dépendante d'une assistance respiratoire publique ou privée (ce qui nuit évidemment au principe d'indépendance de la presse). Nous vivons à une [...]*

Le prix de la production intellectuelle – OWNII Navicorp le 12 novembre 2011 - 13:31

*[...] pas de voir son chiffre d'affaires diminuer et se retrouve de plus en plus dépendante d'une assistance respiratoire publique ou privée (ce qui nuit évidemment au principe d'indépendance de la presse). Nous vivons à une [...]*